3 Troisième partie L'Algérie et la France

3.1 L'expédition de 1830

La cause profonde de l'expédition française contre Alger en 1830 est l'impossibilité, dans l'Europe moderne, de tolérer longtemps la situation extravagante créée en Méditerranée par les agissements de la Régence. La menace perpétuelle qu'ils faisaient peser sur le trafic était insupportable. La flotté anglaise, envoyée en 1816 devant Alger, sous le commandement de lord Exmouth, n'avait pas obtenu un résultat durable. En dépit de la suppression officiellement promise de l'esclavage, le Dey maintenait en fait ses prétentions : au début de 1824, trois vaisseaux espagnols avaient été capturés par les Algériens et les équipages condamnés aux travaux publics. Au mois de mars, le capitaine de vaisseau français du Buisson obtint leur libération, mais la question n'était pas réglée pour cela. Elle devait l'être fatalement, par une puissance ou par l'autre, dans un avenir prochain.

L'occasion est bien connue. Les Bacri et les Busnach, juifs algériens qui avaient le monopole des grandes affaires dans la Régence, avaient fait à la Première République des fournitures de grains qui n'étaient pas encore réglées en 1815. Le gouvernement de la Restauration comprit cette créance dans la liquidation générale qu'il avait entreprise : un accord de 1819 en fixa le montant à 7 millions de francs.

En 1827, la somme n'était pas encore recouvrée. Des créanciers de Bacri s'étaient révélés et mettaient opposition aux paiements. Les tribunaux étaient saisis, à charge d'examiner le bien fondé de leurs réclamations. D'où la lenteur extrême. Mais, de son côté, le Dey d'Alger était aussi créancier de Bacri, et il insistait avec la plus grande véhémence pour que son débiteur fût enfin payé. C'était au Consul de France à Alger, Deval, à lui faire prendre patience. L'affaire finit mal. Après une lettre à notre Ministre des Affaires étrangères, le Dey Hussein passa de la menace aux actes. Le domicile de notre agent consulaire à Bône fut violé, des bâtiments français furent visités par des Algériens dans les eaux de la Corse, et des bâtiments sous pavillon pontifical capturés. Enfin, le 30 avril 1827, au cours d'une audience, le Dey, hors de lui, frappa trois fois Deval de son chasse-mouche, et le congédia.

Hussein Pacha, d'après Fernel.

Réaction française immédiate et conforme à la tradition : une escadre se présenta devant Alger et son chef exigea excuses et réparations. Hussein refusa tout. Notre Consul et nos résidents s'embarquèrent. Les côtes furent déclarées par la France en état de blocus. Hussein répliqua en ordonnant la destruction du comptoir français établi à la Calle. Le résultat était, lui aussi, conforme à la tradition.

Il devint évident que la flotte à elle seule ne pourrait amener la décision.

Le ministre de la Guerre, Clermont-Tonnerre, se rendit à l'évidence et proposa au Conseil des Ministres une expédition militaire, un débarquement (11 octobre 1827) : il se heurta à l'opposition du Président du Conseil Villèle, et à celle du Dauphin. Le Cabinet suivant (Martignac) se contenta de maintenir le blocus et chercha à reprendre les tractations. C'était encourager la résistance du Dey, déjà poussé dans cette voie par le Consul d'Angleterre.

Un peu plus de deux ans après le « coup d'éventail », en juillet 1829, le Dey poussa l'audace jusqu'à faire canonner, malgré le pavillon parlementaire, la Provence à bord de laquelle se trouvait le capitaine de vaisseau de la Bretonnière, reçu la veille en audience sans résultat. Hussein rejeta bien la responsabilité de la canonnade sur son ministre de la Marine. Mais la destitution de ce haut fonctionnaire n'était pas une satisfaction suffisante pour la France.

Polignac, qui venait de succéder à Martignac, ne parut pas, d'abord, plus décidé que son prédécesseur à entamer une guerre en Afrique. Sur la proposition de notre Consul au Caire, Drovetti, il pensa à une alliance avec Méhémet Ali, le vice-roi d'Égypte, qui se présentait comme le plus entreprenant des héritiers éventuels de la Porte. Cette idée rentrait dans le plan général de liquidation de l'Empire ottoman que caressait Polignac. Celui-ci était sur le point d'admettre les conditions singulièrement décevantes posées par Méhémet-Ali : il trouva une vive résistance chez ses collègues, notamment chez le ministre de la Marine, le baron d'Haussez, qui convainquit le roi Charles X de l'impossibilité, entre autres choses, de céder au vice-roi d'Égypte, comme il le demandait, quatre bâtiments de la flotte de guerre française. Au reste, l'attitude de la Russie et de la Prusse rendit bientôt caduc le grand projet du ministre des Affaires étrangères.

Les circonstances ne laissaient plus d'autre issue que l'action militaire, le débarquement. Il fut décidé, en conseil des Ministres, le 31 janvier 1830 et publiquement annoncé le 3 mars suivant.

L'objet essentiel de l'expédition était de venger l'insulte faite au pavillon français. Certaines réserves contenues dans les instructions données au général de Bourmont, commandant en chef, portaient que celui-ci devait s'abstenir, dans ses relations avec la population et les chefs, de quoi que ce fût qui pût engager l'avenir. Mais, en dehors de la soumission

complète, d'ailleurs improbable, ou de l'éviction définitive du Dey d'Alger et de l'administration turque, rien n'était expressément prévu : idée directrice semble avoir été de prendre pied à Alger et sur certains points de la côte ; il n'y a pas trace d'intentions « colonisatrices ».

Au reste, dans ses circulaires aux puissances, Polignac affirmait au nom du Roi de France que, si le gouvernement du Dey venait à disparaître, une conférence internationale réglerait le sort de la Régence. L'intérêt général de l'Europe était évidemment que le nid de pirates fût détruit, et les grandes puissances se contentèrent des assurances données.

Toutes, sauf une, l'Angleterre. Le Cabinet de Saint-James, à plusieurs reprises, demanda des explications supplémentaires et avant tout l'engagement formel que nous ne resterions pas à Alger. C'était là évidemment sa crainte, car il voyait dans notre installation éventuelle sur la côte nord de l'Afrique une menace grave pour sa prépondérance maritime, affirmée jusqu'en Méditerranée.

Son Consul à Alger prodiguait les encouragements au Dey Hussein. Déjà, en 1824, Du Buisson, en arrivant devant Alger, avait essuyé un coup de canon d'un navire britannique. Le sang-froid et la fermeté du commandant de l'Hermione avaient évité un incident grave.

Le gouvernement français ne se laissa pas intimider. Le baron d'Haussez eut, à la fin d'avril, avec lord Stuart, ambassadeur de la Cour de Londres à Paris, une conversation parfaitement nette. Le prince de Polignac affirmait une énergie et une décision égales.

La situation politique intérieure en France était infiniment moins favorable.

Le ministère Polignac (« Coblence, Waterloo, 1815 ») était considéré, dès ses débuts, comme un ministère de coup d'État. La personnalité du ministre de la Guerre, le général-comte de Bourmont, était particulièrement discutée. A la première nouvelle d'une expédition contre Alger, l'opposition se déchaîna dans la presse, dans des brochures ; perdant de vue, comme il arrive souvent, l'intérêt national, pour s'en tenir à l'intérêt de parti, elle divulgua des renseignements relatifs à l'opération, et ce fut un grief que releva Polignac dans son rapport précédant les ordonnances de Juillet.

Ces divulgations ne furent pas nuisibles. Remarquons-le, cependant : première entreprise africaine de la France au XIXème siècle, l'expédition d'Alger connut, comme toutes celles qui l'ont suivie, l'hostilité peu éclairée d'une partie de l'opinion dans la Métropole. Il n'est pas certain. d'ailleurs, que le gouvernement n'ait pas espéré trouver dans la victoire un moyen de faire admettre plus facilement sa politique intérieure.

La préparation de l'entreprise fut assurée par le général de Bourmont, d'abord comme ministre de la Guerre, puis, après le 11 avril, comme commandant en chef. Le souvenir de 1815 ne le gêna pas plus en 1830 qu'il ne l'avait gêné pendant la campagne d'Espagne (1824) dans l'exercice de son commandement. L'expédition provoqua un grand enthousiasme dans l'armée.

Le rappel de 11.000 hommes en congé d'un an se fit sans difficulté. Il fut formé un corps expéditionnaire fort de 37.612 hommes. L'infanterie était répartie en trois divisions : la lère, division Berthezène (brigades Poret de Morvan, Achard et Clouet), la 2e division Loverdo (brigades Damrémont, Monck d'Uzer et Colomb d'Arcine), la 3e, division du duc des Cars (brigades Bertier, Hurel et de Montlivault). La cavalerie était constituée par un régiment de chasseurs d'Afrique formé de deux escadrons du 17ème et d'un du 13ème chasseurs. L'artillerie, commandée par Lahitte, comprenait 5 batteries de campagne et 10 batteries de siège, avec 2.300 artilleurs. Le génie (Valazé), fort de 1.300 hommes, comprenait deux compagnies de mineurs, six de sapeurs et un demi-train du génie. Les fonctions de chef d'état-major étaient remplies par le lieutenant-général Desprez, celles de sous-chef par le maréchal de camp Tholozé. L'intendance, dirigée par l'intendant-général Denniée, opéra par voie d'achats à la commission, dont fut chargée la maison Seillière de Marseille.

Aussi bien en ce qui concerne la concentration des troupes que les services, la préparation fut très minutieusement menée. Des effets spéciaux furent distribués, le service de santé organisé d'une façon remarquable pour l'époque. Les 25 jours de vivre de débarquement, que Bourmont avaient jugés nécessaires, furent l'objet de soins particuliers et toutes les précautions furent prises pour qu'ils parvinssent aux troupes en parfait état.

La flotte chargée du transport était constituée par 103 bâtiments de guerre (1.872 canons) et 347 navires de commerce. La flotte de guerre était répartie en trois escadres escadre de bataille transportant la 2e division et comprenant le bâtiment amiral, La Provence ; escadre de débarquement, transportant la 2e division et l'artillerie de campagne ; escadre de réserve, transportant la 1ère brigade de la 2ème division. Le reste de l'armée était transporté par le convoi (bâtiments de commerce). Une flottille de 195 embarcations (escadrille de débarquement) devait amener les troupes à terre ; un dispositif spécial permettait, en cas de besoin, de se servir de l'artillerie embarquée sur les chaloupes ou chalands.

Il n'y avait, dans l'organisation, qu'un point faible. C'était malheureusement un point important. La flotte, commandée par l'amiral Duperré, devait, en vertu des instructions du gouvernement, coopérer avec l'armée pour la réussite de l'œuvre commune. Les instructions remises à Duperré établissaient en fait sa subordination par rapport à Bourmont, mais non d'une façon explicite. Seule une instruction spéciale et secrète, remise à Bourmont, avec ordre de ne s'en servir qu'en cas de nécessité absolue, lui donnait le commandement de l'ensemble.

Cette situation n'étant pas officiellement proclamée, un certain nombre de difficultés se produisirent dans le voyage. Les navires français étaient encore des navires à voile, moins aisés à manier que des bateaux à vapeur ; de ce chef, les « nécessités techniques » prenaient une valeur particulière. Les marins semblaient professer une méfiance spéciale à l'endroit des opérations de débarquement. Tradition, peut-être, comme le montrent les opérations de la guerre d'Amérique. En tout cas, l'amiral Roussin, à qui l'on avait songé d'abord pour prendre le commandement, avait déclaré qu'on ne trouverait pas un officier pour l'exercer, et l'amiral Duperré avait demandé l'ajournement à 1831. Les jeunes officiers de marine,

notamment Dupetit-Thouars, étaient d'un avis différent. Mais il y avait là une cause de difficultés et de malentendus.

Le Dey d'Alger était réduit à ses seules forces. Il n'avait rien à attendre de la Turquie, dont la suzeraineté était purement nominale. Et même, quand le général Guilleminot, notre ambassadeur à Constantinople, avait demandé à la Porte d'intervenir pour mettre Hussein à la raison, on lui avait laissé clairement entendre qu'on ne pouvait rien. A la dernière minute, cependant, un envoyé de la Porte, Mohammed Taher, se présenta en « pacificateur et conciliateur » à Toulon : c'était la veille du départ de l'expédition ; il ne put rien obtenir ; l'impuissance de Constantinople était démontrée.

De quelles ressources disposait le Dey ?

Pratiquement la flotte algérienne n'existait plus. Mais la ville était bien défendue sur le front de mer par une artillerie puissante. La situation était moins brillante sur le front de terre où un seul ouvrage était la clé de la position (le Fort l'Empereur, Sultan-Khalessi).

Les forces de terre paraissaient plus sérieuses. Elles comprenaient la milice turque (15 à 20.000 hommes au total), les Coulouglis (descendants de Turcs et de femmes indigènes), un certain nombre de tribus maghzen dévouées aux Turcs. En fait, lors du débarquement, les troupes françaises eurent à faire à 5.000 janissaires, 5.000 Coulouglis, 10.000. Maures algériens, 30.000 Arabes des beyliks du Tittery, d'Oran et de Constantine, commandés par l'Agha Ibrahim.

La principale défense d'Alger était encore, dans l'opinion générale, bien plus que dans celle des militaires et des marins français, le renom d'invincibilité que lui avaient valu les retentissants échecs des Européens dans le passé, celui de Charles-Quint au XVIème siècle, celui d'O'Reilly au XVIIIème.

Ce renom bien établi semble avoir été la raison qui amena les Anglais à se contenter de protester sans agir. Le duc de Wellington déclarait à la Princesse de Lieven « Les Français sont fous, un revers effroyable les attend sur la terre d'Algérie ».

Le plan d'opération définitif du général de Bourmont était fondé sur une appréciation exacte de la situation et des possibilités stratégiques, due aux reconnaissances déjà faites, entre autres celles du commandant Boutin sous le Premier Empire. Attaquer directement Alger par mer, tenter de débarquer à proximité immédiate, eût été une folie. Il fallait débarquer à quelque distance, de façon à attaquer par terre : c'est ce qui eut lieu en effet.

Les embarquements de l'armée avaient commencé à Toulon le 11 mai, ils étaient achevés le 17. L'escadrille de débarquement partit pour Palma. Mais, attendant des vents favorables, l'amiral Duperré laissa la flotte au mouillage une longue semaine, ce qui imposa aux troupes des fatigues sérieuses.

Le 25 mai, enfin, la flotte mit à la voile. Elle arriva en vue d'Alger le 31. Bien qu'il eût, deux jours plus tôt, envoyé l'ordre à l'escadrille de quitter Palma et de rallier l'armée navale, Duperré estima que les éléments étaient contraires. La houle lui parut de nature à empêcher les opérations de débarquement. Bourmont ne jugea pas le moment venu de faire état de son instruction spéciale et admit que la flotte se dirigeât sur Palma.

Elle séjourna sur rade jusqu'au 10 juin, tandis que les Turcs cherchaient à accroître leurs forces en appelant aux armes toute la population de la Régence, en essayant d'entraîner le bey de Tunis, qui ne se prononça pas contre nous, et le bey de Tripoli, qui parla de faire prêcher la guerre sainte dans les mosquées.

Enfin, le 10 juin, la flotte quitta Palma. En vue d'Alger quelque hésitation se marqua à nouveau. Cette fois Bourmont fut inergique et insista pour débarquer. Le point choisi était la baie de Sidi-Ferruch, à 25 kilomètres à l'Ouest d'Alger. Cette baie présentait une plage de sable d'abord facile, bordée de batteries de défense et flanquée au Nord-est par la péninsule de Torretta Chica, portant une tour carrée et un fortin.

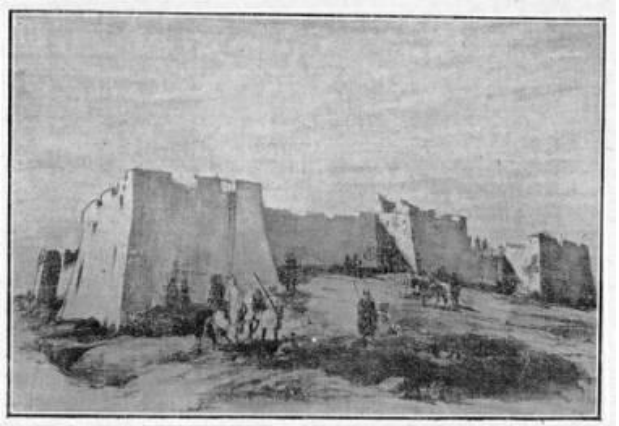
Le 14 juin, à 4 heures du matin, l'opération, qui avait été plusieurs fois répétée à Toulon avant le départ, commença. En une heure, toute la 1ere division eut débarqué et fut suivie de la seconde. Bourmont prit terre à 6 heures 1/2 et ordonna d'enlever les batteries. Celles-ci, prises sous le feu de l'artillerie navale dès le début de l'opération, tombèrent aux mains de la brigade Poret de Morvan (3B de ligne, 2e et 4e légers) à 11 heures.

En fin de journée, les troupes françaises, qui avaient pris 13 canons et 2 mortiers, occupaient une position en arc de cercle englobant la plage et la presqu'île. L'ennemi n'avait réagi que tardivement par d'infructueuses charges de cavalerie. Le génie commença la construction d'un camp retranché.

Bien qu'il eût hâte d'arriver au but, Bourmont était obligé d'être prudent. Le moindre échec pouvait être fatal et il fallait attendre le convoi laissé à Palma et transportant le matériel de siège. Il n'arriva que le 28 (Bourmont s'était plaint de cette lenteur dans une lettre au ministre de la Marine). Aussi les premiers bonds en avant eurent-ils lieu sous forme de contre-attaques.

La première fut effectuée le 19 juin et nous mena au plateau de Staouëli.

Les troupes de l'Agha Ibrahim avaient exécuté le 15 quelques attaques du genre de celles de la veille, mais sans plus de succès. Le 19, à la pointe du jour, elles attaquèrent sur



Fort l'Empereur.

tout le front. A l'extrême gauche de notre ligne, les assaillants marquèrent quelques progrès et mirent un moment en péril la brigade Clouet. Les combattants étant mêlés, les canons de la

flotte ne pouvaient intervenir.
C'est alors qu'une brillante contre-attaque de la brigade Cobomb d'Arcine (23ème et 29ème de ligne), général en tête, rétablit la situation et chasse l'assaillant. Une contre-offensive d'ensemble, assez mal menée, finit par entraîner toute la ligne : les gens d'Ibrahim sont ramenés, la baïonnette aux reins, à leur camp de Staouëli, qu'ils évacuent en hâte pour se reformer plus loin.

L'avance était de quatre kilomètres. Nos pertes se montaient à 44 tués et 473 blessés. Si le corps expéditionnaire avait été en possession de son matériel, il aurait pu poursuivre sans désemparer jusque sous Alger.

Le retard du convoi obligeait toujours à la prudence, dont l'inconvénient était d'encourager l'ennemi qui y voyait de la timidité, sinon de la peur. Le 24 juin, il attaqua de nouveau : nos troupes le refoulèrent et, progressant de huit kilomètres vers l'est, s'arrêtèrent à Sidi Khalef. Un seul officier fut blessé mortellement : c'était un des quatre fils de Bourmont qui prenaient part à l'expédition.

Ce nouvel arrêt, survenu pour la même cause que le premier, encouragea encore l'ennemi. L'Agha Ibrahim avait été remplacé à la tête des troupes par le bey du Tittery, Mustapha Bou Mezrag, qui passait pour plus énergique. Les 25, 26, 27 et 28 juin se passèrent en attaques incessantes contre nos nouvelles positions encore insuffisamment assises sur le terrain. Il devenait urgent d'en finir.

Le 28, le général de Lahitte annonça que son matériel était débarqué et disponible. Bourmont fixa au lendemain l'attaque décisive.

L'exécution fut rendue difficile et pénible par suite d'une erreur de direction due au brouillard. Cependant nos troupes occupèrent les hauteurs de la Bouzaréa ; en fin de journée, elles étaient à portée de canon de la Casbah et devant le Fort l'Empereur, que le troupier, plein de souvenirs récents, appelait déjà le Fort Napoléon.

La mise en place des batteries commença aussitôt et fut achevée le 3 juillet au soir. Ce même jour, comme déjà l'avant-veille, la flotte bombarda la ville, sans grand succès, semble-t-il.

Avant la fin de la nuit du 3 au 4, les Turcs exécutèrent une attaque sur une de nos batteries. Ils furent aisément repoussés, et à 4 heures, le bombardement commença. A 700 mètres, il fut rapidement efficace, bien que la garnison (800 Turcs, 1.200 Maures et Coulouglis) entretînt son feu pendant trois heures. A 8 heures, la forteresse cessa de répondre. Le bombardement continua. A 10 heures, au moment où l'ordre allait être donné de battre en brèche, une formidable explosion se produisit, détruisant la tour centrale et crevant le front nord-ouest. Les occupants s'étaient repliés sur la ville et avaient fait sauter le magasin à poudre. Trois compagnies du 25ème de ligne se précipitèrent dans le fort.

Les batteries turques furent immédiatement retournées contre la ville, et les travaux d'approche vers la Casbah entamés. Au début de l'après-midi, un secrétaire du Dey se présentait au Fort l'Empereur pour entrer en négociation. Celle-ci fut menée rapidement, deux essais d'intervention du Consul britannique étant écartés. Le lendemain 5 juillet, le Dey acceptait la capitulation, stipulant :

1. la remise aux Français des forts et de la Casbah ;
2. le respect des richesses personnelles du Dey et la faculté pour lui et les siens de se retirer où bon lui semblerait ;
3. les mêmes avantages pour les miliciens turcs ;
4. le libre exercice de la religion musulmane pour les indigènes, ainsi que le « respect de leur liberté, de leurs propriétés, de leur commerce, de leur industrie, de leurs femmes ».

Le jour même, les troupes françaises occupaient les forts et la Casbah.

Entrée de l'armée française à Alger, 3 juillet 1830.
(D'après une estampe de l'époque.)

Le nombre total des tués du corps expéditionnaire depuis le débarquement s'élevait à 415. Le 15 juillet, le Dey Hussein s'embarquait pour Naples. Les Janissaires furent transportés en Asie Mineure, Le régime turc avait cessé d'exister à Alger.